

Croatie : le problème des locations touristiques

Transcription

Extrait de *Accents d'Europe* du 17/07/2019.

Simon Rico :

Pour les Croates qui habitent dans une région touristique, trouver un logement est une mission qui se complique un peu plus d'année en année. En cause, la flambée* des loyers liée à la raréfaction de l'offre locative. En effet, de plus en plus de propriétaires préfèrent mettre leur logement en location saisonnière via Booking ou Airbnb, attirés par les marges bien supérieures qu'ils peuvent espérer.

À Zagreb, la capitale, et dans les grandes agglomérations côtières, comme Split, Zadar, Rijeka, ou Dubrovnik, la situation devient même particulièrement critique pour les étudiants et les jeunes couples des classes moyennes. En 2018, les prix des loyers ont augmenté de 3,4 % à Split, de 7,7 % à Rijeka, et même de 8,5 % à Zagreb, trois villes où ces loyers sont déjà très élevés. Aujourd'hui, pour louer un appartement de 60 mètres carrés dans la capitale croate, il faut déboursier près de 650 euros chaque mois, près des trois quarts du salaire moyen, qui y atteint 875 euros.

Face à la concurrence toujours plus forte de ces locations saisonnières, un collectif d'une vingtaine d'associations a rejoint l'initiative européenne « House for all », pour mieux faire pression sur les autorités croates. Soutenues par de petits partis de gauche, ces ONG [**Ndlr : Organisations Non Gouvernementales**] demandent une réforme de la législation pour mieux encadrer ces locations de courtes durées qui échappent pour le moment à tout contrôle en Croatie, et favoriser, par ricochet, le financement de l'habitat social. Selon les estimations, plus de deux jeunes croates sur trois de moins de 35 ans, habiteraient chez leurs parents, faute de pouvoir se payer un logement.

* flambée : une « flambée des loyers » signifie une augmentation importante et rapide des loyers.